**LES JUIFS DE HONGRIE : quelques éléments complémentaires**

Alors même que l’Axe est sur la voie de la défaite - les Alliés sont sur le point de débarquer en Normandie et les troupes soviétiques aux portes de la Hongrie -, le processus de mise à mort des quelques 750 000 Juifs de Hongrie est enclenché. Jusque là en effet, les Juifs y ont été physiquement épargnés.

C’est par son extrême rapidité, nécessité liée à sa mise en œuvre très tardive, que se caractérise le processus de mise à mort des juifs hongrois (printemps-été 44).

Dès novembre 1940, la Hongrie adhère à l’Axe. Depuis le traité de Trianon, elle a perdu les deux tiers de son territoire et entend bien réaliser ses visées expansionnistes grâce au soutien allemand. A la tête du pays le régent Horthy mène depuis les années 20 une politique d’apaisement vis-à-vis des exigences allemandes concernant les Juifs. Des gouvernements pro-allemands ou « collaborateurs-réticents » se succèdent.

En 1938, la première loi antijuive marque le début de la campagne antisémite en Hongrie. Comme ailleurs en Europe, il s’agit de définir ce qu’est un Juif. Des mesures d’exclusion, par le biais de quotas - toutefois assortis de plafonds et excluant les anciens combattants - sont mises en œuvre dans divers secteurs économiques ou sociaux. La Hongrie se heurte alors à une difficulté majeure : les Juifs sont en effet la seule bourgeoisie du pays et sont indispensables à sa survie économique. Alors qu’ils ne représentent que 5%[[1]](#footnote-1) de la population totale du pays, 1/3 des journalistes et des commerçants mais aussi la moitié des médecins et des avocats libéraux sont juifs. Les Allemands sont ainsi contraints de continuer à commercer avec les Juifs dont la participation à la vie économique de la Hongrie est fondamentale.

En 1939, une deuxième loi est promulguée, suivie d’une troisième en 1941. Il s’agit, entre autres et surtout, de définir la qualité de Juif. La définition hongroise est la plus large d’Europe. Elle aboutit à considérer comme juives environ 787 000 personnes alors que 725 000 seulement étaient de confession judaïque.

Août 1942 marque le début du bras de fer entre l’Allemagne et la Hongrie au sujet de la population juive, phase marquée par une série d’entretiens entre les responsables politiques des deux pays. A la tête de la Hongrie, le « gouvernement-réticent » dirigé par Kallay doit faire face aux demandes insistantes des Allemands concernant l’exclusion des Juifs de la vie économique du pays, leur marquage au moyen de l’étoile de David et enfin leur évacuation à l’Est. La position du gouvernement hongrois est alors le maintien du *statu quo*, considérant qu’il n’existe aucun cadre légal permettant de répondre favorablement aux requêtes allemandes. Par la suite, d’autres arguments sont opposés ; l’ancienneté de certaines mesures antisémites (quotas dans les universités dès 1920), mesures déjà très nombreuses et très étendues. Cette phase se clôt par une allocution prononcée par Kallay fin mai 43 : « *II y a plus de Juifs en Hongrie que dans tout le reste de l'Europe... Il va de soi que nous devons tenter de résoudre ce problème ; d'où la nécessité de mesures provisoires et d'une réglementation appropriée. La Solution finale, toutefois, ne peut être que la réinstalla­tion complète des Juifs. Mais je ne peux me résoudre à laisser ce problème à l'ordre du jour tant que la condition préalable essentielle à cette solution, c'est-à-dire la réponse à la question de savoir où les Juifs doivent être réinstallés, n'est pas remplie. La Hongrie nes'écartera jamais des préceptes d'humanité qui, tout au long de son histoire, ont toujours été les siens en matière de questions raciales et religieuses*[[2]](#footnote-2).

Le 15 mars 1944, le Régent Horthy est convoqué à Berlin et reçu par Hitler qui lui pose un ultimatum ; il doit choisir entre la mise en place d’un gouvernement pro-allemand ou l’occupation de son pays par la Wehrmacht. Il opte pour la première solution.

En quelques jours, le plan élaboré par les nazis se met en place. Il s’agit d’obtenir la soumission et la collaboration des dirigeants juifs en créant un *Judenrat[[3]](#footnote-3)*, destiné avant tout à être l’organe de transmission des ordres allemands (obligation de créer un quotidien autofinancé), mais aussi à devenir un centre de renseignements concernant les Juifs (par exemple chargé de dresser un inventaire des biens immobiliers). Ces *Judenräte* sont établis partout avec les mêmes objectifs. Les Nazis veulent également faire du nouveau gouvernement hongrois dirigé par Sztójay un outil au service de l’objectif de destruction de la communauté juive hongroise.

Dès le 29 mars, une nouvelle législation antijuive est votée. Différentes mesures sont appliquées :

* La mise à l’écart.

Elle concerne d’abord la vie économique ; les derniers fonctionnaires juifs, professions libérales etc. à l’exception des médecins sont révoqués. Tous les établissements de commerce réputés juifs (soit 40 000 sur les 110 000 que compte le pays) sont fermés, les comptes bancaires juifs sont fermés...

- Des mesures spéciales concernant les déplacements des Juifs sont aussi décidées avec la mise en place d’horaires spéciaux pour la fréquentation des magasins mais aussi l’interdiction d’entrer ou de sortir de Budapest sans autorisation suivie de celle de se déplacer sans une autorisation officielle délivrée par les forces de police. Peu à peu toutes les villes instaurent un couvre-feu.

- Le port de l’étoile est imposé à tous les Juifs de plus de 6 ans (à l’exception des anciens combattants décorés).

* L’isolement physique.

Une vague d’arrestations massives démarre à Budapest dès le 31 mars 1944. Elle marque le début du processus de concentration générale des Juifs.

Le processus de concentration s’effectue à l’échelle régionale. Le territoire national est divisé en 5 zones et les opérations s’effectuent de la périphérie vers le centre, en commençant par les régions périphériques récemment intégrées (les Allemands pensent obtenir une collaboration plus aisée des Hongrois dans la déportation de populations moins intégrées à la Nation). Il faut aussi éviter que la population ne prenne fait et cause en faveur des Juifs mais aussi leurrer ceux des anciennes provinces, centrales, qui doivent croire le plus longtemps possible qu’ils ne sont pas concernés. Enfin, il convient d’agir vite car l’Armée rouge est sur le point d’entrer en Hongrie par les Carpates.

Les rafles sont opérées par la police et la gendarmerie hongroises, les Allemands n’étant présents qu’en qualité de « conseillers ».

Pour que les opérations puissent être menées à bien, le *Judenrat* est sommé de cartographier la population juive.

On commence par regrouper les Juifs des petites villes dans des villes plus importantes ou dans des camps improvisés, parfois en plein air. Dans les grandes villes, des ghettos sont créés. Dans le but de pallier d’éventuelles représailles alliées sur ses quartiers non juifs, Budapest ne comporte pas de ghetto mais les Juifs sont parqués à proximité d’emplacements stratégiques ; gares, usines...

* Le début des déportations

Le plan prévoit qu’une zone doit être complètement vide avant le début des opérations dans la suivante. Début mai, au moment-même où les rafles commencent dans la première zone (les Carpates), une conférence se tient à Vienne afin d’organiser les modalités d’acheminement à Auschwitz de 4 convois quotidiens de 45 wagons pour un total de 3000 personnes. L’itinéraire par la Slovaquie est choisi car c’est le plus direct.

C’est dans ce contexte que l’Eglise hongroise, qui était déjà intervenue au moment où le port de l’étoile avait été imposé en exigeant que les chrétiens devenus juifs en vertu des lois antisémites en soient exemptés, prend position. Le nonce apostolique remet au gouvernement hongrois une note dans laquelle il s’élève contre les opérations en cours : «  *Le gouvernement hongrois se prépare à déporter 100 000 personnes... Le monde entier sait ce que signifie, concrètement, la déportation. La nonciature apostolique considère de son devoir d’élever une protestation contre de telles mesures. Non en raison d’un sentiment de fausse compassion mais au nom de milliers de chrétiens, elle en appelle une fois encore au gouvernement hongrois pour qu'il ne porte pas cette guerre contre les Juifs au-delà des limites prescrites par les lois de la nature et les commandements de Dieu et pour qu'il évite toute action contre laquelle le Saint-Siège et la conscience du monde chrétien tout entier seraient tenus de s'élever* [[4]](#footnote-4)*»*.

Parallèlement le comité d’entraide et de secours sioniste (la Vaada) créé en 1943 entreprend différentes actions notamment des négociations menées par Rudolf Kastner avec les Allemands dans le but d’échanger des Juifs contre des marchandises. Ces négociations aboutirent au départ fin juin d’un train chargé de 1684 personnes en direction de la Suisse. Cette affaire valut à Kastner d’être accusé de népotisme après la guerre.

* Les transports

Les rafles sont menées par les forces de police hongroises qui entassent 70 personnes en moyenne par wagon, non sans les avoir au préalable fouillées afin d’éviter que les objets de valeur ne soient récupérés par les Allemands à leur arrivée. Les convois sont escortés par les Hongrois jusqu’à la frontière slovaque où des soldats allemands les remplacent.

Début juillet les opérations concernant les cinq zones arrivent à leur terme ; au total en deux mois (10 mai - 9 juillet) ce sont 437 402 personnes qui sont déportées.

Reste à régler le sort des 200 000 Juifs de Budapest. L’opération doit théoriquement avoir lieu en juillet.

Au même moment, le régent Horthy déclare aux responsables allemands qu’il est assailli de demandes émanant des Etats neutres concernant les Juifs hongrois épargnés, ceux de Budapest, donc.

L’allié hongrois désormais considéré peu fiable se voit rappeler que si les rumeurs de limogeage du gouvernement pro-allemand Sztójay s’avéraient fondées, alors la Hongrie se verrait soumise à l’occupation militaire. Le cabinet n’en est pas moins remercié fin aout et Sztójay est remplacé par un « collaborateur-réticent ». Celui-ci réclame et obtient la suppression du *Sondereinsatzkommando* dirigé par Eichmann. Les mesures concernant les Juifs sont assouplies (couvre-feu, réouverture de certains commerces...).

Début octobre, l’Armée rouge pénètre en Hongrie et s’approche de Budapest. Les Allemands envoient la 24e division panzer. Le 15 octobre, suite à l’annonce faite par le Régent que son pays se retire de la guerre, les Allemands enlèvent son fils et le poussent à démissionner puis l’arrêtent. Szàlasi, chef des Croix fléchées (parti nazi des Nyilas) le remplace, cumulant les fonctions de Régent et de Premier ministre.

A Budapest, les Juifs restants sont transférés dans deux ghettos. Environ 32 000 vivent dans le ghetto ordinaire tandis que plusieurs dizaines de milliers d’autres, dans le « ghetto international » ou « ghetto spécial » sont sous la protection de divers pays étrangers, notamment la Suisse et la Suède, ou possèdent de faux papiers l’attestant. Lorsque les faux papiers sont découverts, les Croix fléchées commencent des transferts massifs du ghetto international vers le ghetto ordinaire qui compte bientôt 60 000 occupants dans 4500 appartements, parfois jusqu’à 14 par pièce[[5]](#footnote-5). Le taux de mortalité atteint bientôt dix fois le niveau d’avant guerre[[6]](#footnote-6).

Parallèlement de nombreuses exactions commises par les hommes des Croix fléchées font des milliers de morts. Jusqu’en janvier 1945, alors que les soldats soviétiques sont entrés à Budapest et que les combats font rage, les tueries continuent et les cadavres sont jetés dans le Danube.

Budapest est libérée par l’armée soviétique en février 1945.

**BIBLIOGRAPHIE**

FRIEDLANDERS., *Les années d’extermination*, *l’Allemagne nazie et les Juifs 1939-194*5, Seuil, 2008

HILBERG R., *La destruction des Juifs d’Europe*, traduction française, 3e édition, Gallimard, 2006

HILBERG R., *Exécuteurs, victimes*, *témoins*, traduction française, seconde édition, Gallimard, 2004

MOLNAR M., *Histoire de la Hongrie*, Hatier, 1996

WIEVIORKA A., *Auschwitz*. *La mémoire d’un lieu*, Fayard / Pluriel, 2012

http://www.ushmm.org/

1. **Gyula** Zeke, « Urbanisation et migration des juifs de Hongrie aux XIXe et XXe siècles », Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques, 1988, http://ccrh.revues.org/2961 ; DOI : 10.4000/CCRH.2961 [↑](#footnote-ref-1)
2. *Donauzeitung* (Belgrade) 1er juin 1943, cité par R.HILBERG op cité p1522 [↑](#footnote-ref-2)
3. Conseil juif. [↑](#footnote-ref-3)
4. Texte *in* Levai, *Martyrdom,* p. 197  cité par R. HILBERG [↑](#footnote-ref-4)
5. S. FRIEDLANDER *Les années d’extermination*, *l’Allemagne nazie et les Juifs 1939-194*5, p 785 [↑](#footnote-ref-5)
6. Id. [↑](#footnote-ref-6)